

du Canada; peut-être l'ont-ils fait en termes très flatteurs, mais ce n'est pas encore une raison pour voter une somme comme celle-là. L'honorable ministre a dit une chose qu'il n'aurait pas dite, je crois, s'il y avait réfléchi davantage. Il a dit que Toronto n'avait pas demandé cette somme. L'honorable ministre peut avoir raison; l'impression qui m'est restée de ce que j'ai entendu dire durant la session peut être erronée. Si je suis bien renseigné, un comité du conseil municipal de Toronto est venu à Ottawa. Or, j'ai compris que le but de la visite de ces messieurs était d'obtenir cette contribution du parlement du Canada.

**M. COCKBURN :** Ils ne sont pas venus pour cela.

**M. MITCHELL :** L'honorable député du quartier de Saint Jean dit qu'ils ne sont pas venus pour cela.

**M. COCKBURN :** Je vous demande pardon, des quartiers Saint-Jean et Saint Jacques.

**M. MITCHELL :** Je ne crois pas qu'un apôtre de plus fasse grand-chose. Si je me trompe, qu'on ajoute aussi Saint-Pierre. Je crois que mon honorable ami le premier ministre se souvient qu'une députation du conseil est venue ici demander cette contribution, et on me dit qu'en voyant qu'elle ne figurait pas dans les estimations supplémentaires, ils ont lancé télégrammes sur télégrammes à mon très honorable ami et au député de la ville, demandant qu'elle fût insérée dans quelques autres estimations. Ceci est une preuve de ce qui a été fait, hier soir, à propos du job du chemin de fer de la baie des Chaleurs. Parce que le chemin de fer Saint-Luc, Saint-Jean et Gatineau avait en \$6,000 par mille, disait-on, il fallait donner aussi \$6,000 par mille à ce chemin de fer, ou en quelques endroits \$15,000 par mille. L'association des laitiers est une association utile, qui fait du bien à une classe importante des habitants du pays, et il peut être justifiable d'accorder de l'argent à une institution comme celle-là; mais je ne crois pas qu'il soit justifiable de voter cette somme pour la ville de Toronto.

**M. SOMERVILLE :** Je pourrais ajouter à ce qu'a dit mon honorable ami que l'échevin de Toronto qui est venu ici était accompagné de quelques hôteliers que la visite de ces Américains intéresse. J'ai remarqué un de ces hôteliers dont la taille est remarquable, qui est venu ici afin d'obtenir ce crédit et qui a sans doute son influence auprès du premier ministre. Cette somme doit elle être dépen- sée pour l'avancement des sciences, ou pour la réception de ces visiteurs ?

**Sir JOHN A. MACDONALD :** Je ne veux rien dire que d'exact. Plusieurs messieurs sont venus de Toronto et il y avait peut-être parmi eux un hôtelier qui soit une des connaissances de mon honorable ami.

**M. SOMERVILLE :** Et une des vôtres aussi.

**Sir JOHN A. MACDONALD :** Oh ! non. On a dit que c'était en faveur de la société pour l'avancement de la littérature et des sciences que ce crédit était demandé et afin de recevoir ces savants. M. King Dodds, un monsieur bien connu dans le monde du sport et de la science, étant secrétaire de cette association, a lu une adresse et a insisté pour obtenir ce crédit. Il y avait avec lui plusieurs messieurs, et peut-être quelques conseillers municipaux, mais je ne me souviens pas si M. Clarke, le maire, était de leur nombre. Il est venu ici une fois durant cette session, mais je ne sais pas si c'est dans cette circonstance.

**M. MITCHELL :** Il a envoyé des télégrammes depuis ce temps-là.

**Sir JOHN A. MACDONALD :** Je n'en sais rien. J'ai cru comprendre que cet argent serait employé à faire faire des excursions à ces messieurs et à leur faire visiter les places d'intérêt public.

**Sir RICHARD CARTWRIGHT :** Le très honorable ministre n'a pas besoin d'en dire davantage. Il est évident

que le ministre des finances ne pouvait rien refuser de ce que M. King Dodds lui demandait.

**M. SOMERVILLE :** Le fait que M. Dodds appartenait à la députation indique que cette association doit faire des études sur les chevaux.

**Sir JOHN A. MACDONALD :** L'histoire naturelle fera sans doute l'objet d'une partie de ses travaux.

**M. MULOCK :** Chaque fois que je puis approuver le gouvernement j'en suis heureux et dans ce cas-ci, je prends la responsabilité de ce crédit.

**M. MITCHELL :** Vous vous faites complaisant pour obtenir un support politique.

**M. MULOCK :** Non, je n'en fais rien. Je sais que parmi les membres de cette association il y aura des personnes qui ont de grands intérêts dans les mines, des savants qui feront peut-être des excursions dans l'intérieur du pays et visiteront peut-être quelques-unes de nos grandes industries minières. A leur retour dans leur pays, ils écriront sans doute sur ce sujet et feront connaître aux Américains entreprenants les ressources non exploitées de notre pays. S'il était utile de voter \$25,000 pour une association à peu près semblable, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas utile de voter une somme qui n'est pas même un dixième de celle-là. Je regrette que ce vote ait rencontré de l'opposition.

**M. CHARLTON :** Je me lève pour dire que, selon moi, ce vote est très judicieux; les membres de la commission minière d'Ontario, ont montré un vif désir que le gouvernement contribuât de cette manière. Nous désirons vivement que cette société scientifique puisse étudier avec facilité nos grandes ressources minières, dans l'Ontario et dans les autres parties de la confédération. Je sais que ces ressources sont très grandes, mais elles ne sont pas assez généralement connues, et il est important qu'elles le soient dans toutes les parties du monde. Nous devons faire tout en notre pouvoir pour faire connaître aux capitalistes américains nos ressources inexploitées. Je crois que ce crédit devra nous valoir beaucoup de bien et si le gouvernement ne dépensait jamais d'argent plus mal à propos nous n'aurions jamais lieu de le critiquer.

**M. WATSON :** Quant au vote de \$25,000 d'il y a quelques années, je dois dire que si la chose était à recommencer, je voterais contre, car mes observations et les renseignements que j'ai eus d'une personne qui parlait à bon escient, m'ont convaincu qu'un bon nombre de ceux qui ont reçu alors notre hospitalité, n'étaient autre chose qu'un lot de crevés; des hommes qui se font admettre dans l'association moyennant une guinée par année, uniquement pour profiter de ces excursions. S'il y avait une demi-douzaine d'hommes parmi eux qui méritaient d'être reçus et qui étaient des hommes éminents, il n'est pas moins vrai que les trois quarts de ceux qui sont venus ici, n'étaient autre chose qu'un lot de crevés.

**M. MITCHELL :** Je dois dire que lors de la visite de ces personnes, j'ai entendu dire la même chose que ce que vient de dire l'honorable député de Marquette (M. Watson). J'eus la curiosité de prendre des informations afin de savoir comment cela pouvait arriver dans une société qui jouissait d'une si haute réputation et pour laquelle le pays dépensait \$25,000 en frais de voyages et de réception.

J'appris que, bien qu'il y eut parmi eux des hommes éminents, la grande majorité de cette immense députation se composait de membres qui n'avaient pour appartenir à l'association d'autre titre que leur contribution d'une guinée par année, qui leur donnait le privilège de voyager dans ce pays pendant trois ou quatre mois pour rien. Nous avons eu assez de ce genre de *boodle*. Mon honorable ami à ma droite et mon honorable ami à ma gauche, qui est un lord grand chancelier, ou quelque chose comme cela, dans une université, sont en faveur de cet octroi, et on me dit que mon